

# Suisse : l'UDC est le seul rempart contre l'invasion migratoire



**Riposte Laïque** : Tu es militant de l'UDC en Valais, fief d'Oskar Freysinger. Tu viens d'être élu au Conseil national suisse, suite aux élections fédérales suisses. Peux-tu expliquer aux Français en quoi consiste cette fonction ?

**Jean-Luc Addor** : Le Parlement fédéral suisse se compose de deux chambres : le Conseil national (200 députés, dont je fais aujourd'hui partie), dans lequel chacun des 26 cantons est représenté selon sa population avec un minimum d'un élu et le Conseil des Etats (46 députés), dans lequel chaque canton dispose de 2 représentants quelle que soit sa population. Ces deux conseils ont exactement les mêmes compétences. Une loi ne peut ainsi être édictée que si elle est votée dans les mêmes termes au National et aux Etats. Les deux conseils se

réunissent dans la même salle (on parle alors d'Assemblée fédérale) pour certaines décisions importantes et pour des élections (notamment celle des juges fédéraux) ; ainsi, le 9 décembre, l'Assemblée fédérale devra réélire le Conseil fédéral (donc, le Gouvernement suisse).

**Riposte Laïque : La presse annonce une progression de l'UDC, qui ferait autour de 30 % des suffrages. Quelle est ton analyse sur cette progression, et la considères-tu, par rapport à la situation que connaît la Suisse et l'Europe, à la hauteur des enjeux ?**

**Jean-Luc Addor :** L'UDC a en effet progressé tant en suffrages (+ 2,8% pour atteindre 29,4%) que surtout en sièges (+ 11 au Conseil national, qui compte désormais 65 élus UDC). Elle a sans nul doute bénéficié de l'actualité : à longueur de journée, dans les médias classiques et surtout sur les réseaux sociaux, les Suisses assistent depuis des mois à l'afflux de « migrants » qui submergent l'Europe ; l'immigration, qui est au cœur du programme de l'UDC (dont l'initiative contre l'immigration de masse a été acceptée par le peuple en février 2014), s'est imposée comme le thème phare de la campagne, reléguant au second plan d'autres enjeux certes parfois importants eux aussi. Certes réjouissante, cette progression renforce la position de l'UDC comme premier parti de Suisse. Mais un tiers des sièges au Conseil national, beaucoup moins au Conseil des Etats (dont la composition définitive ne sera connue que dimanche prochain), probablement 2 représentants au Gouvernement fédéral, ça ne suffira pas à l'UDC pour conduire seule la politique que les Suisses ont voulu renforcer ; il faudra en effet composer avec d'autres forces politiques qui n'ont pas toujours des positions aussi claires que l'UDC, loin s'en faut, sur des sujets tels que la lutte contre l'immigration de masse et contre l'adhésion à l'Union européenne. C'est à ces formations politiques, c'est-à-dire avant tout au parti libéral-radical (un peu les Républicains...) et au parti démocrate-chrétien, qu'il appartiendra de comprendre que la gravité des enjeux, particulièrement dans le domaine de l'immigration, exige que soit suivie la politique

préconisée par l'UDC.

**Riposte Laïque : Les journalistes bien-pensants français reprochent aux Suisses ce vote, considérant que ton pays n'est pas confronté à l'invasion migratoire, comme d'autres pays limitrophes. Que réponds-tu à cette remarque ?**

**Jean-Luc Addor :** Malgré le vote du 9 février 2014 contre l'immigration de masse (que les autres partis font tout pour ne pas appliquer), rien n'arrête l'immigration ; dans ce pays d'un peu plus de 8 millions d'habitants qui compte près de 2 millions d'étrangers (1 sur 4 !), nous connaissons une immigration nette de l'ordre de 75'000 étrangers supplémentaires par an. Alors que la Suisse enregistre le 2ème taux de demandes d'asile en Europe (13,76 par 100 habitants au lieu de 4,55 en France et 3,87 dans l'UE), le nombre des demandes d'asile augmente de près de 50% ; aujourd'hui déjà, on ne sait presque plus où héberger ces personnes dont chacun sait que de fait, elles ne rentreront sans doute jamais au pays. Et si l'on considère l'afflux extraordinaire de migrants qui submerge les pays voisins (et dont un part, immanquablement, frappera aux portes de la Suisse) et la masse des personnes qui se sont déjà mises en mouvement vers l'Europe depuis des pays en guerre, on comprend pourquoi le nombre a augmenté des Suisses qui voient en l'UDC le seul rempart contre le Grand Remplacement.

**Riposte Laïque : Tu es l'avocat de Riposte Laïque Suisse. Comment réagis-tu au véritable harcèlement judiciaire de l'Etat français contre le site de ton client ? Cela serait-il possible en Suisse ?**

**Jean-Luc Addor :** Riposte Laïque, c'est un mouvement citoyen qui, avec des moyens infimes, s'engage pour avertir les Français et les peuples d'Europe des dangers de l'islamisation et de son vecteur essentiel, l'immigration de masse. RL dit tout haut ce que les médias officiels et, plus encore, les gouvernements essaient trop souvent de cacher aux citoyens pour des motifs qui méritent d'être réfléchis. L'islamisation, la France n'en a que trop vu les « fruits » sanglants ces derniers temps. Dans ce contexte, il est pour le moins

surprenant, choquant même que le pays des Lumières et des droits de l'homme, le pouvoir en place semble tout entreprendre pour faire taire l'une des seules voix qui a le courage de dire aux Français et aux Européens ce qui les attend s'ils restent les bras croisés. Ce qui, effectivement, s'apparente à un véritable harcèlement judiciaire serait plus difficile en Suisse, où les procureurs ne sont pas soumis aux instructions du pouvoir politique en place. Mais chez nous aussi, l'espace de la liberté d'expression tend à se réduire, en particulier sous les coups de la gauche.

**Riposte Laïque : Que va changer, pour les Suisses, cette avancée de ton parti, alors que le conseil fédéral se refuse à appliquer certains votes, et envisage de remettre en cause la démocratie directe de ton pays, sous la pression de l'Union européenne ?**

**Jean-Luc Addor :** Avec une UDC renforcée et une gauche affaiblie, les citoyens disposeront, au Parlement fédéral, d'abord, mais aussi je l'espère au Gouvernement fédéral, d'une voix plus forte pour relayer leurs décisions et faire appliquer, entre autres, les initiatives contre l'immigration de masse et pour le renvoi des étrangers criminels. Si les Suisses sont de plus en plus nombreux à faire confiance à l'UDC, c'est sans doute parce qu'ils savent que ses représentants sont les seuls vrais défenseurs de ce que les peuples européens plient sous le jour de Bruxelles et de leurs gouvernement nous envient : la démocratie directe, moyen extraordinaire dont dispose le pays réel face à un pays légal qui parfois l'oublie, une démocratie directe qui constitue un trésor inestimable face à l'Empire antidémocratique qu'est l'Union européenne.

**Riposte Laïque : Crains-tu que la folie de la politique migratoire d'Angel Merkel ait des conséquences néfastes pour la Suisse ?**

**Jean-Luc Addor :** Par ses promesses inconsidérées, Angela Merkel a provoqué un appel d'air qui a contribué à accélérer encore l'afflux de migrants vers l'Europe. Et quand les Allemands en auront marre d'être envahis et qu'ils fermeront à

leur tour leurs frontières, alors la Suisse se retrouvera aux premières loges... C'est pourquoi, avec l'UDC, je vais continuer à m'engager pour que la Suisse restaure les contrôles systématiques aux frontières, au besoin avec le soutien de l'armée, et pour la dénonciation de l'accord de Schengen, une passoire qui désarme les peuples contre l'immigration de masse aussi bien que contre la criminalité transfrontalière.

**Riposte Laïque : Quels vont être les principaux objectifs de l'UDC, suite à cette victoire électorale ?**

**Jean-Luc Addor :** Mettre en œuvre les décisions du peuple (contre l'immigration de masse, pour le renvoi des étrangers criminels) et restaurer la souveraineté de la Suisse face à l'Union européenne et aux Etats-Unis. La Suisse, peuple d'Europe au centre de notre continent, doit retrouver un courage qu'elle semble avoir perdu : celui d'en finir avec l'esprit de soumission qui a marqué la politique de la Suisse ces dernières années et de faire valoir ses atouts (car elle en a !) pour renégocier, de partenaire à partenaire, des accords bilatéraux qui, comme leur nom l'indique, doivent permettre à chacun des partenaires (et pas seulement au plus grand) de trouver son intérêt.

**Propos recueillis par Pierre Cassen**